

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57036 Metz

Metz, le 16 août 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19 mai 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SUEZ RV Nord Est**

Rue d'Hemering, Lieu-dit Gebrucken,  
57385 Teting-sur-Nied

Références : TETING-SUR-NIED\_SUEZ-RV-NORD-EST\_2022-08-04\_RAPVI\_LVB\_31652  
Code AIOT : 0006201922

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 mai 2022 dans l'établissement SUEZ RV Nord Est implanté 57385 Teting sur Nied. L'inspection a été annoncée le 11 avril 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Nord Est
- 57385 Teting sur Nied
- Code AIOT : 0006201922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SUEZ RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux située sur la commune de Teting-sur-Nied, autorisée par arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 modifié.

La visite d'inspection du 19 mai 2022 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Rejets aqueux
- Régionales

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Barrière sécurité active	Arrêté Ministériel du 01 juillet 2016, article 9	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volumes autorisés déchets	Arrêté Préfectoral du 09 avril 2019, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 09 avril 2019, article 1.4.1	/	Sans objet
3	Superficie maximale de la zone à exploiter	Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, article 1	/	Sans objet
6	Fréquences autosurveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09 avril 2019, article 8.2.2	/	Sans objet
7	VLE lixiviats	Arrêté Préfectoral du 09 avril 2019, article 4.3.11	/	Sans objet
8	Rétention récipients mobiles	Arrêté Ministériel du 01 juillet 2016, article 15	/	Sans objet
9	Registre lixiviats	Arrêté Ministériel du 01 juillet 2016, article 22-II	/	Sans objet
10	VLE eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09 avril 2019, article 4.3.11	/	Sans objet
11	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 09 avril 2019, article 4.3.4	/	Sans objet
12	Légionelles	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013, article 3.7.II.3	/	Sans objet
13	Vidéosurveillance	Code de l'environnement du 30 mars 2021, article D541-48-1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats ont mis en évidence un fait susceptible d'être non conforme concernant la composition de la barrière de sécurité active des subdivisions de casiers E3, E4 et F1 à F4.

L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées des documents permettant de justifier de l'équivalence des propriétés du dispositif d'étanchéité proposé par l'exploitant avec le dispositif prévu par l'article 9 de l'Arrêté Ministériel du 1er juillet 2016 susmentionné.

L'inspection propose d'examiner les documents transmis par l'exploitant et d'autoriser, le cas échéant, par un Arrêté Préfectoral complémentaire, la modification de l'épaisseur de la couche de drainage pour les subdivisions de casiers E3, E4 et F1 à F4.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Volumes autorisés déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09 avril 2019, article 1.2.1					
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volume autorisé					
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet					
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des Installations Classées  Les prescriptions de l'article 1.2 de l'Arrêté Préfectoral n° 2007-DEDD/IC-73 du 8 mars 2007 sont remplacées par le tableau suivant :					
Rubrique	Ali néa	A ,E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
3540		A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Installation de stockage de déchets non dangereux	200 000 t/an en moyenne, 250 000 t/an au maximum pour une période maximale de 6 années
2760	2	A	Installations de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720.  2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :  b) autres installations que celles mentionnées au a	Installation de stockage de déchets non dangereux	200 000 t/an en moyenne, 250 000 t/an au maximum pour une période maximale de 6 années
[...]					
<b>Constats :</b> En 2021, l'exploitant a traité 249 275 tonnes de déchets, pour un volume maximal autorisé de 250 000 tonnes par an sur une période maximale de 6 années.  L'exploitant a présenté à l'inspection son fichier de suivi sur la journée précédant la visite d'inspection : 1152 tonnes ont été traitées. La pesée est réalisée à l'entrée du site et le ticket de pesée est automatiquement incrémenté dans le logiciel informatique. Depuis le 1er janvier 2022, l'exploitant a traité un volume de déchets de 83 425 tonnes.					
<b>Observations :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur le contrôle de la prescription de l'article 1.2.1 de l'Arrêté Préfectoral du 9 avril 2019.					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite					
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet					

**N° 2 : Durée de l'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09 avril 2019, article 1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Durée autorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux est accordée jusqu'au premier des deux termes échus suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• une durée maximale de 6 ans à compter de la notification du présent arrêté ;</li><li>• pour un volume global d'enfouissement de 1 300 000 m<sup>3</sup>.</li></ul> L'exploitation prendra fin à la première valeur atteinte. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'au 31 décembre 2021, le volume global d'enfouissement autorisé restant est de 600 000 m <sup>3</sup> .
<b>Observations :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur le contrôle de la prescription de l'article 1.4.1 de l'Arrêté Préfectoral du 9 avril 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Superficie maximale de la zone à exploiter**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06 août 2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Superficie maximale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prescriptions de l'article 71.2 de l'arrêté préfectoral n° 2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 sont remplacées par les prescriptions suivantes :  « L'installation comporte trois casiers nommés casiers D, E et F. Les casiers sont constitués de subdivisions de casiers, 4 subdivisions dans le casier D, 4 subdivisions dans le casier E et 5 subdivisions dans le casier F.  [...] L'exploitant est autorisé à exploiter simultanément les subdivisions de casier E1 et E2, E3 et E4, F1 et F2, F3 et F4, sous réserve de ne pas dépasser une superficie maximale de 7 000 m <sup>2</sup> de la zone à exploiter ouverte à la réception des déchets. La zone des subdivisions de casier en exploitation non comprise dans la zone à exploiter ouverte à la réception des déchets est recouverte d'une couverture temporaire. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la subdivision de casier E3 est en fin d'exploitation. Les subdivisions de casier E3 et E4 sont en cours d'exploitation.  Les subdivisions de casier F1 et F2 sont prêtes à être exploitées (début d'exploitation prévu pour le mois de juillet 2022) tandis que les travaux pour la création des subdivisions de casier F3 et F4 sont en cours. La fin des travaux est prévue pour le mois d'août 2022.  Au jour de l'inspection, la superficie exploitée ouverte à la réception des déchets (subdivisions de casier E3 et E4) représente 4800 m <sup>2</sup> .
<b>Observations :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur le contrôle de la prescription de l'article 1er de l'Arrêté Préfectoral du 6 août 2020 susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Barrière sécurité active**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01 juillet 2016, article 9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active ».</p> <p>[...]</p> <p>II. - En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10-4 m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par Arrêté Préfectoral.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 22 juin 2021, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la réalisation prochaine des travaux d'aménagement des subdivisions de casier F1, F2, F3 et F4. L'exploitant souhaite modifier la composition de la barrière active définie à l'article 9 de l'Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, en substituant 20 cm de matériaux granulaires par un géocomposite de drainage.</p> <p>L'Arrêté Ministériel prévoit d'adapter les exigences imposées pour la barrière active des casiers si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant. Cette modification nécessite la prise en compte d'un Arrêté Préfectoral complémentaire. Dans le courrier transmis par l'exploitant, il est indiqué que ces aménagements ont déjà été réalisés pour les subdivisions E3 et E4.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que cet aménagement a déjà été réalisé sur l'installation de stockage de déchets non dangereux de Villoncourt dans les Vosges et acté par un rapport de récolement rédigé par l'inspection.</p> <p>L'exploitant indique que l'installation de stockage de déchets non dangereux de Villoncourt présente les mêmes caractéristiques techniques que l'installation de Téting-sur-Nied.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que l'absence de suites données à cette demande ne vaut pas autorisation.</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées par courriel du 7 décembre 2021, des documents permettant de justifier de l'équivalence des propriétés du dispositif d'étanchéité proposé par l'exploitant avec le dispositif prévu par l'article 9 de l'Arrêté Ministériel du 1er juillet 2016 susmentionné.</p> <p>L'inspection propose d'examiner les documents transmis par l'exploitant et d'autoriser, le cas échéant, par un Arrêté Préfectoral complémentaire, la modification de l'épaisseur de la couche de drainage pour les subdivisions de casiers E3, E4 et F1 à F4.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Fréquences autosurveillance rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09 avril 2019, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets de l'installation de traitement des lixiviats sont analysés en continu avant rejet au milieu naturel sur les paramètres débit, conductivité, pH et température.  La fréquence d'analyse des autres paramètres de surveillance des lixiviats réglementés à l'article 4.3.11 est trimestrielle.  Les rejets d'eaux pluviales issues des bassins EP1, EP2 et EP3 sont analysés à fréquence trimestrielle en exploitation, semestrielle en post exploitation, sur les paramètres débit, volume, température, pH, conductivité, DCO, DBO5, MES, azote. Les autres paramètres réglementés à l'article 4.3.11 sont analysés une fois par an.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté le jour de la visite à l'unité de traitement des lixiviats que les paramètres de débit, conductivité, pH et température sont analysés en continu.  L'exploitant a présenté le rapport annuel d'activité du site pour l'année 2021 à l'inspection. Les fréquences d'analyse des paramètres de surveillance des rejets de l'installation de traitement des lixiviats et des rejets d'eaux pluviales issues des bassins en exploitation (EP2, EP3) ou en post-exploitation (EP1) sont conformes à la prescription.
<b>Observations :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur le contrôle de la prescription de l'article 8.2.2 de l'Arrêté Préfectoral du 9 avril 2019 susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : VLE lixiviats**



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09 avril 2019, article 4.3.11		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des rejets		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter les Valeurs Limites d'Emission suivantes : - Eaux traitées issues de l'installation de traitement des lixiviats : - Débit : 60 m <sup>3</sup> /jour et 2,5 m <sup>3</sup> /h - 6.5 < pH < 8.5		
	Concentration	Flux
Paramètres	en mg/l	en g/j
Demande chimique en oxygène (DCO)	120	7 200
Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	40	2 400
Matières en suspension totale (MEST)	30	1 800
Azote global	30	1 800
Azote ammoniacal	20	1 200
Phosphore total	3,5	210
Phénols	0,1	6
Cyanures libres	0,05	3
Fluorures	10	600
Chlorures	250	15 000
AOX	1	60
COT	40	2 400
Arsenic	0,1	6
Aluminium	2	120
Cadmium	0,005	0,3
Chrome VI	0,1	6
Chrome total	0,18	10,8
Cuivre	0,03	1,8
Etain	0,02	1,2
Fer	5	300
Manganèse	1	60
Mercure	0,004	0,24
Nickel	0,34	20,4
Plomb	0,02	1,2
Zinc	0,2	12

**Constats :** Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport d'analyse des paramètres de surveillance des lixiviats réalisé par un organisme agréé du 15 février 2022.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que le rejet de l'installation de traitement des lixiviats n'est pas continu. Il est asservi au pH, à la température ainsi qu'au débit. Il n'y a pas de rejet en cas de dépassement d'un de ces paramètres. Un certain niveau de lixiviats est attendu dans le bassin pour permettre le rejet vers le milieu naturel à un débit fixe de 60 m<sup>3</sup>/j.

Le rapport d'analyse des rejets des lixiviats ne présente que les concentrations. L'ensemble des VLE en concentrations pour les paramètres des eaux traitées issues de l'installation de traitement des lixiviats sont respectés. Le débit étant fixé à 60 m<sup>3</sup>/j et les flux de l'ensemble des paramètres des eaux traitées issues de l'installation de traitement des lixiviats n'étant pas influencés par l'acceptabilité du milieu récepteur, l'ensemble des VLE en flux pour les paramètres des eaux traitées issues de l'installation de traitement des lixiviats sont respectés.

Par ailleurs, le pH relevé à l'unité de traitement des lixiviats le jour de l'inspection est de 7,24.
<b>Observations :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur le contrôle de la prescription de l'article 4.3.11 de l'Arrêté Préfectoral du 9 avril 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Rétention récipients mobiles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01 juillet 2016, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés</li> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits ou déchets qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit ou déchet éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits ou déchets pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.</p> <p>[...]</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits ou de déchets dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. [...]</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 12 août 2021, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la mise en place d'un procédé de pré-acidification par de l'acide sulfurique pour traiter l'ammoniac et réguler le pH des lixiviats du bassin n°1 de pré-acidification. Le stockage de l'acide sulfurique se situe à proximité immédiate des bassins de lixiviats, dans des récipients de capacité unitaire de 1010 l ou d'un m<sup>3</sup>. L'exploitant a indiqué que la consommation mensuelle d'acide sulfurique est estimée à 5 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le stockage et l'utilisation d'acide sulfurique n'est pas réglementé par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'acide sulfurique est contenu dans des conteneurs rétention "Varibox", dont la housse est entourée par un box double paroi. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un guide technique du fabricant de ces contenants. Celui-ci précise que le volume de rétention d'un contenant est égal à celui de la housse plus 10 %, soit plus de 50 % de la capacité totale du réservoir. L'exploitant a indiqué que la canalisation d'injection d'acide est également en double paroi.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que chaque conteneur d'un m<sup>3</sup> est étiqueté du nom du produit et de pictogrammes de danger associés.</p> <p>Par courriel du 26 juillet 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il n'y a pas d'opération de remplissage à l'acide sulfurique des Varibox sur le site, seule une opération de permutation des contenants vides et pleins est réalisée. L'exploitant a transmis le mode opératoire décrivant les précautions à prendre lors de l'opération de permutation avec la mise en place d'un pot de purge au niveau du branchement. Les contenants pleins sont installés sur une dalle béton et sous abri. L'exploitant a également transmis le mode opératoire décrivant les consignes en cas de déversement accidentel. Le site est équipé d'un kit absorbant ( feuilles absorbantes, boudins,...) anti-déversement adapté aux produits hydrocarburés et chimiques pour intervenir rapidement lors d'un déversement accidentel.</p> <p><b>Observations :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur le contrôle de la prescription de l'article 15 de l'Arrêté Ministériel du 1er juillet 2016 susmentionné.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 9 : Registre lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01 juillet 2016, article 22-II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Programme de maintenance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - L'exploitant tient [...] à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;</li> <li>- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;</li> <li>- les quantités d'effluents rejetés ;</li> <li>- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.</li> </ul> <p>Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport annuel d'activité pour l'année 2021 dans lequel sont indiquées mensuellement les quantités de lixiviats rejetées et les volumes de lixiviats pompés.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un tableau de suivi de la hauteur des lixiviats dans les puits de collecte T3 et Téting 1. Ce tableau n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un dispositif permettant de mesurer la hauteur des lixiviats est mis en place dans chaque bassin de collecte des lixiviats. Cependant, l'exploitant ne dispose pas d'un registre formalisé dans lequel il reporte une fois par mois ces mesures.</p> <p>De plus, lors de la visite, l'inspection a constaté que le dispositif permettant de mesurer la hauteur de lixiviats dans le bassin BL3 n'était pas fonctionnel.</p> <p>Par courriel du 26 juillet 2022, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées une copie du registre mis en place suite à l'inspection indiquant la hauteur mensuelle des lixiviats dans les bassins de collecte ainsi qu'un justificatif du bon fonctionnement du dispositif permettant de relever la hauteur des lixiviats dans le bassin BL3.</p>
<b>Observations :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur le contrôle de la prescription de l'article 22 de l'Arrêté Ministériel du 1er juillet 2016 susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09 avril 2019, article 4.3.11																																					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des rejets																																					
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																																					
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter les Valeurs Limites d'Emission suivantes : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rejets des bassins EP1, EP2 et EP3 :</li> </ul>																																					
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentration en mg/l</th></tr> </thead> <tbody> <tr><td>Demande chimique en oxygène (DCO)</td><td>125</td></tr> <tr><td>Demande biochimique en oxygène (DBO<sub>5</sub>)</td><td>30</td></tr> <tr><td>Matières en suspension totale (MEST)</td><td>35</td></tr> <tr><td>Azote global</td><td>30</td></tr> <tr><td>Phosphore total</td><td>3,5</td></tr> <tr><td>Phénols</td><td>0,1</td></tr> <tr><td>Cyanures libres</td><td>0,1</td></tr> <tr><td>Fluor</td><td>15</td></tr> <tr><td>AOX</td><td>1</td></tr> <tr><td>COT</td><td>40</td></tr> <tr><td>Arsenic</td><td>0,1</td></tr> <tr><td>Cadmium</td><td>0,2</td></tr> <tr><td>Chrome VI</td><td>0,1</td></tr> <tr><td>Mercur</td><td>0,05</td></tr> <tr><td>Plomb</td><td>0,5</td></tr> <tr><td>Somme des métaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)</td><td>15</td></tr> <tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10</td></tr> </tbody> </table>		Paramètres	Concentration en mg/l	Demande chimique en oxygène (DCO)	125	Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	30	Matières en suspension totale (MEST)	35	Azote global	30	Phosphore total	3,5	Phénols	0,1	Cyanures libres	0,1	Fluor	15	AOX	1	COT	40	Arsenic	0,1	Cadmium	0,2	Chrome VI	0,1	Mercur	0,05	Plomb	0,5	Somme des métaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	15	Hydrocarbures totaux	10
Paramètres	Concentration en mg/l																																				
Demande chimique en oxygène (DCO)	125																																				
Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	30																																				
Matières en suspension totale (MEST)	35																																				
Azote global	30																																				
Phosphore total	3,5																																				
Phénols	0,1																																				
Cyanures libres	0,1																																				
Fluor	15																																				
AOX	1																																				
COT	40																																				
Arsenic	0,1																																				
Cadmium	0,2																																				
Chrome VI	0,1																																				
Mercur	0,05																																				
Plomb	0,5																																				
Somme des métaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	15																																				
Hydrocarbures totaux	10																																				
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport d'analyse des paramètres de surveillance des eaux pluviales du bassin n°1 (EP1) réalisé par un organisme agréé du 9 février 2021.  L'exploitant a indiqué à l'inspection que le rejet des eaux pluviales des bassins EP1, EP2 et EP3 n'est pas continu. L'exploitant réalise des mesures d'autosurveillance mensuelles et ne rejette qu'en cas de non-dépassement des paramètres réglementés.  L'ensemble des VLE en concentrations pour les paramètres des eaux pluviales issues du bassin EP1 sont respectées.																																					
<b>Observations :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur le contrôle de la prescription de l'article 4.3.11 de l'Arrêté Préfectoral du 9 avril 2019 susmentionné.																																					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																																					
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																																					

**N° 11 : Entretien et conduite des installations de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09 avril 2019, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.  Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et, dans tous les cas, au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.  Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur [...] sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'une société habilitée a réalisé le nettoyage du séparateur-débourbeur d'hydrocarbures du site le 1er octobre 2021.  Par courriel du 27 mai 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le bordereau de suivi des déchets du 1er octobre 2021 attestant de la vidange des hydrocarbures et des boues de l'équipement.  Par courriel du 26 juillet 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'attestation de conformité à la norme en vigueur.
<b>Observations :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur le contrôle de la prescription de l'article 4.3.4 de l'Arrêté Préfectoral du 9 avril 2019 susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013, article 3.7.II.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3. Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » est rendu impossible par la présence d'une flore interférente</p> <p>a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 29 mars 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le bilan annuel 2021 de la tour aéro-réfrigérante de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Téting-sur-Nied.</p> <p>Les résultats d'autosurveillance des légionelles du 28 avril 2021 ont mis en évidence la présence d'une flore interférente portant le seuil de détection des Legionella à 50000 UFC/L.</p> <p>Par courriel du 27 mai 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les résultats d'analyse des légionelles du 28 avril 2021 réalisés par un laboratoire agréé ont été portés à la connaissance de l'exploitant le 10 mai 2021. L'exploitant a fourni un justificatif de l'alerte donnée le 10 mai 2021 auprès de l'équipe concernée.</p> <p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431 aurait dû être immédiatement mené à ce stade. Celui-ci n'a pas eu lieu.</p> <p>Entre les 10 et 19 mai 2021, l'exploitant a recherché les causes de cette flore interférente. Le 19 mai 2021, des actions curatives sont engagées par un nettoyage chimique avec injection d'un biocide pendant 22 heures et un nettoyage du bassin.</p> <p>Enfin, 6 jours après la mise en place des actions curatives, le 25 mai 2021, l'exploitant a réalisé une nouvelle analyse des légionelles, dans un délai conforme à la réglementation en vigueur. Les analyses d'autosurveillance du 25 mai 2021 sont conformes, avec une concentration en Legionella inférieure à 100 UFC/L.</p> <p><b>Observations :</b> L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la réalisation d'une contre-analyse immédiate en cas de dénombrement des Legionella rendu impossible par la présence d'une flore interférente.</p> <p>Au vu du retour à la conformité et des actions curatives engagées par l'exploitant, l'inspection des installations classées ne propose pas de suite administrative.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30 mars 2021, article D541-48-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vidéosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 :          -aux installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;          [...]</p> <p>II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :          -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;          -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.          [...]</p> <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,</p> <p>Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.          Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.</p> <p>Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.          [...]</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'un dispositif de contrôle par vidéosurveillance des déchargements de déchets est en place sur le site de Téting sur Nied depuis le mois d'avril 2022.</p> <p>3 caméras de vidéosurveillance ont été déployées par l'exploitant. Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'une caméra de vidéosurveillance est installée à l'entrée du site au niveau de la pesée, une caméra est installée sur la plateforme de déchargement des subdivisions de casiers E3 et E4 ouvertes et une caméra permet d'obtenir une vue globale de l'installation.</p>



Les images des opérations de déchargement permettent d'identifier clairement le contenu qui est déchargé ainsi que la plaque d'immatriculation de chaque véhicule.
<b>Observations :</b> L'inspection n'a pas d'observation sur le contrôle de la prescription de l'article D. 541-48-1 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet